

diminuent quelque peu en 1941, mais augmentent ensuite durant chacune des années de 1942 à 1945. Le total de 1946, toutefois, diminue de 27·8 p. 100 et celui de 1947, de 41·8 p. 100 comparativement à celui de 1945.

Les ventes d'obligations du Dominion et d'obligations garanties en 1947 diminuent sensiblement, s'établissant à \$3,852,975,850 comparativement à \$4,974,223,850 en 1946 et au sommet \$7,747,691,000 atteint en 1945. Tandis que les revenus soutenus du gouvernement fédéral et les dépenses restreintes expliquent cette baisse, la seconde émission des obligations d'épargne du Canada encourage la persévérance dans l'habitude des économies régulières créée par les campagnes d'emprunt de la victoire. La situation financière du gouvernement fédéral en 1947 n'a pas exigé un recours hâtif à l'emprunt public. Les bons du Trésor en cours se maintiennent à un niveau assez stable, tandis que les ressources monétaires du gouvernement permettent de diminuer sensiblement le montant de certificats de dépôt en circulation.

Contrairement aux finances fédérales, le total des émissions provinciales et des émissions garanties en 1947, \$229,562,000, est plus élevé qu'en toute autre année antérieure et plus que le double du montant de \$114,296,800 en 1946. Les opérations municipales du même genre augmentent aussi à \$238,887,410 contre \$140,815,491 en 1946. Par contre, dans le domaine du financement des obligations corporatives, le montant global de \$379,674,500 en 1947 est bien inférieur à celui de \$581,499,188 en 1946. Tandis que les obligations industrielles et ferroviaires se vendent à peu près autant qu'en 1946, le total des services publics est de moitié moindre que celui de l'année précédente.

En rétrospective, l'année 1947 est importante pour le marché des obligations canadiennes. Tandis que les nouvelles émissions sont généralement bien absorbées par les institutions et les portefeuillistes particuliers, les taux d'intérêt se raffermissent. Cette tendance touche son point culminant lorsque la Banque du Canada cesse de soutenir le marché, immédiatement après la fin de la guerre. Grâce à ce changement dans la politique de la banque centrale, les marchés d'obligations sont maintenant plus libres de refléter le jugement des portefeuillistes qu'ils ne l'étaient depuis plusieurs années.

6.—Ventes et souscriptions, obligations du gouvernement fédéral, 1^{er} février 1940 au 1^{er} novembre 1947

(En milliers de dollars)

Date	Achats des particuliers	Achats des corporations	Ventes totales au comptant	Souscriptions
				Nombre
Emprunts de guerre—				
1 ^{er} février 1940.....	132,000	68,000	200,000	178,363
1 ^{er} octobre 1940.....	113,000	187,000	300,000	150,890
Emprunts de la victoire—				
15 juin 1941.....	279,500	450,900	730,400	968,259
1 ^{er} mars 1942.....	335,600	507,500	843,100	1,681,267
1 ^{er} novembre 1942.....	374,600	616,800	991,400	2,032,154
1 ^{er} mai 1943.....	529,500	779,200	1,308,700	2,668,420
1 ^{er} novembre 1943.....	599,700	775,300	1,375,000	3,033,051
1 ^{er} mai 1944.....	641,500	763,500	1,405,000	3,077,123
1 ^{er} novembre 1944.....	766,400	751,200	1,517,600	3,327,315
1 ^{er} mai 1945.....	836,300	732,600	1,563,619 ¹	3,178,275
1 ^{er} novembre 1945.....	1,221,342	801,132	2,027,487 ¹	2,947,636 ¹
Emprunt d'épargne²—				
1 ^{er} novembre 1946.....	416,963 ³	néant	416,963 ³	1,266,000 ⁴
1 ^{er} novembre 1947.....	256,014 ³	"	256,014 ³	861,878 ⁴

¹ Chiffre du ministère des Finances. mission de 1946 et \$1,000 à celle de 1947.

² Aucun particulier ne pouvait souscrire plus de \$2,000 à l'émission de 1946 et \$1,000 à celle de 1947.

³ À compter du 31 décembre 1947.

⁴ Approximativement.